



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

**Arrêté n° PCICP2025055-0001
de mise en demeure de la société SEVEAL
située sur le territoire de la commune de MAIZIÈRES-LA-GRANDE-PAROISSE**

**Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment le titre V, en particulier les articles L. 171-1 et suivants ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, fixée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n° 89-4052A du 30 novembre 1989 ayant autorisé la société CHAMPAGRI à exploiter un dépôt de produits agropharmaceutiques sur le territoire de la commune de MAIZIÈRES-LA-GRANDE-PAROISSE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015119-0005 du 29 avril 2015 actualisant la situation administrative du site et encadrant les activités ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2023296-0001 du 23 octobre 2023 actualisant la situation administrative du site et prescrivant la mise à jour de l'étude de dangers ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2024316-0001 du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le récépissé de la préfecture de l'Aube du 7 août 2006 autorisant la société MULTI-APPRO à se substituer à la société CHAMPAGRI pour exploiter cet établissement ;

VU le récépissé de la préfecture de l'Aube du 2 octobre 2006 autorisant la société SEVEAL à se substituer à la société MULTI-APPRO pour exploiter cet établissement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées établi à la suite de la visite du 18 octobre 2024 sur site ;

VU le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance de la société SEVEAL le 4 novembre 2024 par recommandé avec accusé de réception laissant un délai de 15 jours à l'exploitant pour faire part de ses remarques au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU l'absence de remarque de l'exploitant sur ce projet d'arrêté de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que les alinéas 9 et 10 de l'article 22 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2015 prescrivent : « *L'exploitant s'assure que le bassin de rétention de la SICAM peut à tout instant recueillir les eaux d'extinction d'un sinistre et que le système de rétention de l'établissement est correctement entretenu et maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance.*

Une vérification périodique, à une fréquence à déterminer, est réalisée en concertation avec la société SICAM de façon à s'assurer de l'intégrité et de l'étanchéité du bassin de rétention. Le dispositif de relevage est également régulièrement testé, avec a minima une mise en eau tous les 6 mois. » ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite, il a été constaté que la bâche du bassin de rétention présente, en partie haute, plusieurs coupures impactant l'étanchéité de l'ouvrage ;

CONSIDÉRANT que la berge est affectée en plusieurs lieux par des affaissements de terrain, certains étant dus à des terriers de lapins ;

CONSIDÉRANT par conséquent, que l'intégrité et l'étanchéité du bassin de rétention sont remises en cause ;

CONSIDÉRANT qu'en cas d'incendie, les eaux d'extinction auxquelles seraient mélangés les produits phytosanitaires (en raison de la nature fusible de leurs contenants) pourraient alors impacter le milieu lors de leur infiltration dans le sol ;

CONSIDÉRANT que face à ces non-conformités, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 et suivants du code de l'environnement en mettant en demeure la société SEVEAL de respecter les prescriptions auxquelles elle a contrevenu afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet

La société SEVEAL est mise en demeure pour son entrepôt situé ZI « La Glacière » - RN 19 - 10510 MAIZIÈRES-LA-GRANDE-PAROISSE d'assurer l'intégrité et l'étanchéité du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie, conformément aux alinéas 9 et 10 de l'article 22 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2015, **sous 6 mois**.

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société SEVEAL.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Troyes, le **24 FEV. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers intéressés, d'un recours auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale à l'adresse suivante : 25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – soit par voie de téléprocédure, sur l'application télérecours (www.telerecours.fr).